

Menaces sur le calendrier électoral

RD CONGO Le climat actuel d'insécurité hypothèque l'organisation des scrutins

- ▶ L'élection présidentielle prévue pour fin 2017 afin de désigner un successeur à Joseph Kabila est-elle déjà compromise ?
- ▶ Le risque d'un report est bien réel en raison des violences perpétrées par des groupes armés dans le centre du pays.

ECLAIRAGE

Le Congo aurait-il renoué avec la triste loi des séries ? Voici moins d'un an, les autorités de Kinshasa se félicitaient d'avoir rétabli, pratiquement sur l'ensemble du territoire (à l'exception de Beni dans le Nord-Kivu), la paix et la sécurité.

A présent, le Congo ressemble à nouveau à une peau de léopard, parsemée de taches sombres : soulèvements, apparition de nouvelles milices, tribales ou politiques, massacres, évasions massives.

Une peau de léopard précisée ? Tout cela ne rappelle-t-il pas cruellement les dernières années du « Grand Léopard », surnom de Mobutu Sese Seko, chassé du pouvoir il y a vingt ans : au début des années 90, en effet, fut-il l'artisan ou la victime d'une politique qui se résumait en trois mots « moi ou le chaos », et qui se termina, fin 1996, par l'intervention d'armées étrangères avec l'appui d'opposants locaux ?

La violence qui sévit au Kasai est aussi attisée par certains hommes politiques

Cette année aussi, une série d'événements dramatiques ne sont-ils pas de nature à éloigner la tenue des élections promises pour 2017, sinon à les rendre impossibles, tandis que se rapproche la perspective d'un référendum, qui autoriserait Joseph Kabila à briguer un troisième mandat ?

La dernière série d'événements concerne les prisons : alors que la prison centrale de Kinshasa, la plus importante du pays, est gardée par une cen-

taine de policiers, des assaillants armés ont réussi, voici une semaine, à provoquer l'évasion de plus de 4.000 détenus, soit la moitié de la population carcérale. Des détenus politiques, qui auraient dû être libérés en vertu des accords de la Saint-Sylvestre prévoyant des mesures de décriminalisation sont prudemment restés dans leurs cellules, mais des criminels de droit commun, des « kulunas » qui terrorisaient Kinshasa à l'arme blanche, ont réussi à s'échapper, accueillis en héros dans les quartiers les plus pauvres... Selon les autorités, cette évasion massive serait le fait d'une attaque menée par des adeptes de la secte Bundu dia Congo, qui ont réussi à faire évader leur leader Ne Muanda Nsemi.

Depuis huit jours cependant, on est sans nouvelles de ce dernier, ce qui nourrit de nouveaux soupçons : n'aurait-il pas été abattu lors de sa tentative d'évasion ? Ce qui est certain, c'est que l'évasion de criminels endurcis risque de provoquer un regain d'insécurité à Kinshasa. Dans le Congo central aussi, la situation est critique : à Kasangulu, 79 détenus ont réussi à s'évader et l'opposant en exil Moïse Katumbi est formel : « on connaît leur tactique, ils vont encore créer une nouvelle rébellion au Bas-Congo » - Congo central aujourd'hui, NDLR.

La série noire s'est étendue à Kalemie, province du Tanganyika, où 14 personnes se sont évadées d'un poste de police.

Outre ces évasions en série, la violence s'étend dans plusieurs provinces. La situation est particulièrement dramatique dans les Kasai : depuis la mort en août dernier du chef traditionnel Kamwina Nsapu les quatre

provinces du centre du pays comptent 500 morts, un million de déplacés et 20.000 réfugiés en territoire angolais. Cette situation humanitaire a déjà conduit la Commission électorale indépendante à reconnaître qu'elle ne sera pas en mesure d'enrôler les électeurs dans les Kasai, région qui est précisément le fief de l'opposition congolaise et le réservoir de voix de feu Etienne Tshisekedi.

La violence qui sévit au Kasai

n'est pas due uniquement à des motifs tribaux ou religieux : elle est bel et bien attisée par certains hommes politiques. Il apparaît en effet, selon le *New York Times*, que le député Clément Kanku, ancien ministre du gouvernement Badibanga, aurait été impliqué dans l'assassinat du chef coutumier Kamwina Nsapu, ce qui a mis le feu aux poudres...

D'autres coïncidences inquiètent : au Katanga, Gédéon Kyungu, le leader des miliciens Bakata Katanga, qui avait rendu les armes en octobre 2016, a lui aussi réussi à s'évader de prison et ses hommes auraient participé à des violences dans le Kasai, très loin de leur région d'origine... L'association congolaise des droits de l'Homme Asadho se demande si Gidéon Kyungu et ses partisans, réconciliés avec le régime, n'auraient pas été chargés de « faire la sale besogne »...

Jadis circonscrite dans les provinces de l'Est du Congo, la violence s'étend désormais au centre du vaste Congo. Qu'elle soit ou non délibérée, cette dégradation de la situation sécuritaire n'hypothèque pas seulement l'organisation des élections, elle inquiète les pays voisins et l'Angola a dépêché des troupes sur la frontière... ■

COLETTE BRAECKMAN

JOURNALISTE ARRÊTÉ

Deutsche Welle demande la libération de son correspondant

La radio-télévision allemande Deutsche Welle a demandé lundi la « libération immédiate » de son correspondant au Burundi, arrêté cinq jours plus tôt en République démocratique du Congo, où il faisait un reportage sur un camp de réfugiés. Antéditiste Niragira a été arrêté le 17 mai alors qu'il se trouvait dans le camp de transit de Kavinivira, près de la frontière burundaise, qui abrite des réfugiés burundais. Accusé par les autorités congolaises d'« espionnage », sans plus de précisions, il a ensuite été transféré dans une prison de la ville voisine d'Uvira. (afp)